



Confédération
Paysanne

Confédération paysanne Centre-Val de Loire
Confédération paysanne du Cher

ACTES DU FORUM
LANÇONS LA SÉCURITÉ SOCIALE
DE L'ALIMENTATION À BOURGES
19 mai 2025 à Bourges

FORUM

Confédération
Paysanne

**LANÇONS LA SÉCURITÉ SOCIALE
DE L'ALIMENTATION À BOURGES !**

ATELIERS **RENCONTRES**

Centre social Ghada Hatem Gantzer
8 rue Jules Louis Breton à Bourges

LUNDI 19 MAI

14H30 > 17H30

**POUR UNE ALIMENTATION CHOISIE, ACCESSIBLE À TOUTES ET TOUS
ET UN REVENU JUSTE POUR TOU-TES LES PAYSAN-NES QUI LA PRODUISENT**

INTRODUCTIONS

AURELIEN CHARTENDRAULT, CONFEDERATION PAYSANNE DU CHER

Bonjour à toutes et tous.

A l'origine de ce forum, il y a d'abord un constat : 9 millions de personnes en France et 25% des agriculteurs et agricultrices vivent sous le seuil de pauvreté. Autant de personnes qui sont en insécurité alimentaire.

La Confédération paysanne s'engage sur la Sécurité sociale de l'alimentation, car c'est un outil pour faire face à la précarité. Nous sommes solidaires avec toutes celles et ceux qui peinent à finir les fins de mois, car nous en faisons partie. Nous sommes solidaires avec celles et ceux qui se sentent soumis à un système alimentaire discriminatoire et stigmatisant car nous aussi, paysannes et paysans, nous sommes écrasés par la loi du marché et la dévalorisation de notre métier.



A l'heure où certains partis politiques veulent détricoter la Sécurité sociale, y ajouter une branche sur l'alimentation c'est affirmer la protection des droits universels défendus il y a 80 ans par les résistants et résistantes de notre pays. Soutenir les expérimentations sur la Sécurité sociale de l'alimentation est un pas de plus vers un Droit à l'alimentation inscrit dans la Constitution. C'est permettre à toutes et tous de se nourrir dans les meilleures conditions. C'est permettre aux paysans et paysannes de vivre dignement de leur métier.

Jeudi dernier, un lycéen du Lycée Vauvert à Bourges traversait la rue, venait sur mon marché et me tendait sa carte vitale, avec le sourire, pour acheter une pomme. J'espère que vous sortirez d'ici ce soir convaincu-es que cela est possible et que nous devons toutes et tous mettre de l'énergie pour expérimenter la Sécurité sociale de l'alimentation.

Nous remercions le CCAS, la Ville de Bourges, Emilie Boucquin-Bracq responsable du Centre social Gadha Hatem-Gantzer et toute son équipe pour leur accueil. Nous remercions la Région Centre-Val de Loire pour le soutien à ce forum. Le Conseil régional est représenté aujourd'hui par Temanuata Girard, vice-présidente déléguée à l'agriculture et à l'alimentation.

Ce forum est également soutenu par la Confédération paysanne du Centre, l'ADDEAR du Cher et les Ami-es de la Confédération paysanne du Cher. Merci à Claire Guillemet, Julie Scapino et Julie Launay.

Je vais d'abord laisser la parole à Temanuata Girard, pour le Conseil régional, puis nous donnerons la parole à Paul Froger pour entrer dans le cœur du sujet de cet après-midi. Paul est animateur de l'ADDEAR et de la Confédération paysanne d'Indre-et-Loire et coordinateur du collectif SSA 37.

Un grand merci à vous toutes et tous pour votre présence ici aujourd'hui.

TEMANUATA GIRARD, VICE-PRESIDENTE A L'AGRICULTURE ET A L'ALIMENTATION DU CONSEIL REGIONAL CENTRE-VAL DE LOIRE

Je suis ravie d'être présente pour parler SSA. Le Conseil régional souhaite accompagner la Confédération paysanne. Je suis moi-même paysanne et j'ai été très engagée auprès de la Conf'. L'objectif est de travailler sur la SSA, faire en sorte que les paysan·nes aient un revenu juste, que tou·te·s les citoyen·nes aient accès à une alimentation juste et qu'on puisse avancer sur ce travail démarré lors des RNDA en Touraine. Aujourd'hui, je suis ravie de voir de plus en plus d'expériences et d'échanges sur l'accessibilité à l'alimentation. Et la région est très partie prenante.

D'ailleurs je vous annonce le lancement des Assises régionales de l'alimentation. Il y a eu une communication en session il y a 15 jours. Nous allons organiser des contributions et échanges avec tous les acteurs concernés, paysan·nes et autres. On parle aussi santé, environnement, éducation, etc. C'est très transversal. Donc bon forum à toutes et tous.

PARTIE 1 : INTERVENTION DE PAUL FROGER

Animateur ADEAR 37 – Coordinateur du groupe SSA 37

Bonjour à toutes et tous,

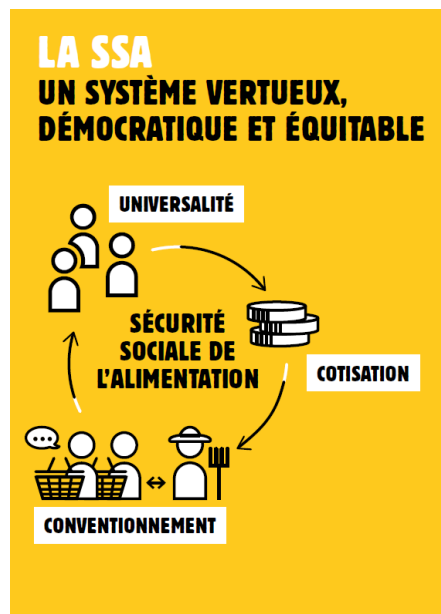
Ça fait bientôt 4 ans que je travaille sur ce sujet. Donc je vais passer environ 40 minutes sur ce que c'est la SSA, les enjeux auxquels elle souhaite répondre, puis sur le travail fait depuis 3 ans en Touraine, et enfin sur le réseau national.

PARTIE I

Transfert de connaissances sur la Sécurité sociale de l'alimentation (SSA)

Définition

La SSA est une revendication politique, inspirée de la sécurité sociale de santé. Aujourd'hui, on souhaite ajouter une branche alimentation en s'appuyant sur les mêmes piliers : l'universalité (tout le monde bénéficie de 150€ par mois et par personne, pour une alimentation choisie et quels que soient ses moyens), des cotisations selon ses moyens (avec donc une forme de redistribution), un système démocratique et de conventionnement (le budget pourra être utilisé dans des lieux conventionnés par des caisses locales). Il y a débat sur la composition de ces caisses, les différents collèges, etc. L'idée c'est que ce soit les caisses locales qui gèrent la cotisation et déterminent où l'argent peut être utilisé. C'est un modèle pour transformer aussi le modèle agricole, en orientant la moitié des dépenses totales alimentaires françaises, c'est-à-dire 120 milliards d'euros, ce qui orienterait aussi la production. C'est un moyen de transmettre à des organes démocratiques le choix de ce que doit être notre alimentation.



Trois piliers

SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION



Trois origines majeures qui se rencontrent

2016-2019 : Projet Accessible

- Réseau CIVAM (Jean-Claude Balbot)
- Dominique Paturel (**Démocratie alimentaire**)
- Film « la Part des autres »

2017 : Commission alimentation de la **Confédération Paysanne** (Mathieu Dalmais salarié) puis travail avec **Ingénieur Sans Frontière**.

- Conférence gesticulée de M.Dalmais.
- **2019 : Première tribune de présentation du projet dans Basta-Mag.**

Travail continu du **réseau salariat** (Bernard Friot) sur la Sécurité Sociale de Santé et volonté de l'étendre à d'autres domaines dont l'alimentation.

- Livre régime général de Kevin Certenais et Laura Petersell



Il y a 3 origines majeures à ce projet. En 2016-2019, il y a eu des travaux de la Conf' et du monde agricole, comme les CIVAM. Des réflexions aussi dans le milieu de l'aide alimentaire, avec un regard critique sur le système actuel d'aide alimentaire, par des spécialistes du droit à l'alimentation. Puis également un travail du réseau salariat. Ce sont 3 mouvements qui se rencontrent autour de ces idées.

Deux enjeux majeurs

Une remise en question du système d'aide alimentaire, le constat d'un non-respect du droit à l'alimentation et d'une insatisfaction alimentaire très répandue

De 5,5 millions avant le confinement, le nombre de destinataires de l'aide alimentaire est passé à 8 millions (DGCS-15/09/2020)

40% des Français (chiffres Secours pop) sont en situation d'insatisfaction alimentaire.

Le droit à l'alimentation n'est pas la même chose que le droit à être à l'abri de la faim.

Accès non digne : stigmatisant, accès non-choisi à l'alimentation, violences alimentaires.

Béquille du modèle agro-industriel : écoule les restes de la surproduction, denrées de mauvaise qualité sociale, sanitaire, écologique...

Une aide temporelle, conjoncturelle qui se pérennise et s'institutionnalise.

Pour aller plus loin : voir les travaux de Bénédicte Bonzi

La remise en question du système de l'aide alimentaire, c'est l'idée que le système actuel ne respecte pas le droit à l'alimentation tel qu'on peut le définir dans ses 4 différentes fonctions : physiologique (la plus évidente, la plus travaillée par les politiques de santé), sociale (partage des repas, convivialité), plaisir (on mange pour le plaisir), culturelle (en adéquation avec mon identité culturelle). Les 4 fonctions sont à prendre en compte. Cette remise en cause est bien celle d'un système, pas des structures ou des bénévoles qui s'engagent dans la gestion d'urgence pour que personne ne meurt de faim.

La critique de l'aide alimentaire porte aussi sur le fait que le système permet d'utiliser la surproduction du monde agricole, écouler les surplus. Cette critique de la Conf' s'adresse à des très grosses structures, qui ont des gros surplus et l'aide alimentaire actuelle leur permet d'écouler et de détaxer.

Le discours politique en place au moment de l'émergence du projet, notamment celui de Le Foll, c'est de dire que ce qui va orienter le système alimentaire, ce sont les choix des consommateur·rices. Mais pour beaucoup, c'est juste un choix contraint, par plusieurs facteurs : budget, temps, accès géographique. Donc le fait que les consommateur·rices choisissent le modèle agricole et alimentaire en faisant leurs courses, c'est un mythe.

Une impasse des « alternatives agricoles » sans changement de système macro-économique. Un système verrouillé.

Alimentation construite comme une variable d'ajustement macro-économique et micro-économique = baisse de l'alimentation dans budget des ménages. L'alimentation est passée en quelques décennies de 29% (1960) à 17% (2019) du budget des ménages.

Mythe du consomm'acteur : **les alternatives agricoles servent de caution** à une absence de choix politique ambitieux + construction d'un système dual inégalitaire. Des alternatives de niches qui sont récupérées par le système agro-industriel.

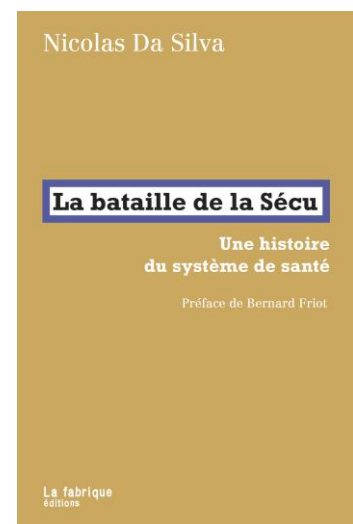
=> **Il n'y aura pas de transformation du modèle agricole (avec enjeux santé, environnement...) par le marché et la consommation.**

Pour aller plus loin : analyse du livre *Reprendre la terre aux machines sur les verrous du système agricole*.

La proposition est de sécuriser un budget dédié à l'alimentation, car le budget alimentation des ménages a énormément baissé là où plusieurs dépenses contraintes ont beaucoup augmenté, comme les loyers. L'alimentation est une dépense peu visible et une variable d'ajustement importante dans les dépenses des ménages.

Si on veut transformer le modèle agricole (avec des enjeux de vie dans les campagnes, de revenu, d'environnement...) et qu'il corresponde au respect de l'environnement et des paysan·nes, on a besoin d'une réponse systémique qui oriente de manière démocratique le système alimentaire. Donc des structures paysannes se sont engagées là-dedans, en faisant le pari de la démocratie. Si les citoyen·nes orientent les caisses, on espère que ça permettra le développement de l'agriculture paysanne.

C'est très inspiré de la sécurité sociale de santé, surtout entre 1946 et 1959, avec l'importance du pouvoir de décision et de qui gère les caisses. C'est une période où les caisses étaient gérées localement, avec des ouvrier·ières (majoritaires) et des représentant·es du patronat. Après 1959, loi de paritarisme, la gouvernance a changé. Puis il y a de nombreuses lois, des dérives et une perte de contrôle. Sur ce sujet, il est possible de la « La bataille de la sécu » de Da Silva.



En conclusion :

La transformation du monde agricole et le respect du droit à l'alimentation nécessitent la mise en place de politiques alimentaires :

- **Qui s'appuient sur une élaboration démocratique de la demande alimentaire**

- Sur un dispositif permettant d'assurer que des produits alimentaires accessibles (notamment financièrement mais pas que) correspondent à ce que les personnes souhaitent manger, en tant que citoyen·ne
- Pour transformer le modèle agricole et revaloriser les travailleurs de la production alimentaire

Il y a également une pertinence d'avoir un budget sanctuarisé pour l'alimentation qui ne puisse pas être capté par d'autres (variable d'ajustement micro), une nécessité de revaloriser la place de l'alimentation et de ses travailleur·ses dans la société par des mécanismes démocratiques (variable d'ajustement macro) et de sortir du modèle de consomm'acteur et parler au citoyen·ne pour légitimer démocratiquement une transformation du système agricole.

Autres ressources :

- Vidéo du forum de la Conf' nationale à Tours en septembre 2022
- Vidéos sur le site de la SSA
- 8 pages de la Confédération paysanne nationale sur la SSA
- Bd « Encore des patates »
- Conférence gesticulée de Mathieu Dalmais (accessible sur Youtube)
- Plusieurs livres : La France qui a faim, Reprendre la terre aux machines, La Bataille de la sécu, Régime général, livre sur la SSA de ISF..

PARTIE II

Le collectif et les expérimentations en Touraine

Si on suit le modèle de la SSA, ce n'est pas possible de créer une SSA locale, car ce n'est pas possible de lever des cotisations au niveau local. Donc on est plutôt sur des expérimentations qui s'inspire du modèle, à différentes échelles.

Pour qu'une idée vive et que cette revendication politique soit effective, on a besoin de la tester et de créer des liens entre monde paysan et monde social. Les expérimentations permettent de créer ces liens et en essayant dans les territoires, ça permet au final de créer un rapport de force.

Un premier temps collectif en 2021

En novembre 2021, il y a une première rencontre, suite à une dynamique portée par des structures paysannes, la Conf' et l'ADEAR. J'étais déjà salarié sur ces enjeux-là. Il y a eu une vidéo de cette journée, au cours de laquelle il y a eu de la formation, des discussions. Puis en janvier 2022, une coordination est lancée, avec des structures paysannes (Conf', ADEAR, AMAP), des structures en lien avec l'aide alimentaire (centres sociaux, asso...) et d'autres acteurs.

Structures liés à l'agriculture	Structures en lien avec des publics en situation de précarité alimentaire	Structures soutenant les dynamiques
Paul, ADEAR 37 / Conf 37 Tiffany INPACT 37 Claire et Anne, réseau Biocoop MLC Célia, réseau des AMAP centre Val de Loire Dominique et Christian Les amis de la Conf Coopérative autogérée de preuilly JB Jamin, Christine Metrad.	David, Centre social Plurielles Hakima, CLA Courteline Centre Social Courteline, Oumou Fédération des Centres Sociaux. Elisabeth, Marie Chantal, Ursula, : Le Secours Catholique Pauline, NAYA Françoise Centre social Chinon, amis de la confédération Julie Ligue de l'enseignement 37 Familles rurales Imène étudiante en sciences de la vie APNE association de la nature Salem et Chloé BIJ (Bureau Information Jeunesse) Chantal Université, les bonnes mines Intervention Paul Froger – Animateur ADEAR/CONF 37 – Coordinateur du groupe SSA 37 Forum Conf 18 sur la SSA – 19 mai 2025	Sabine Ménier, conseillère municipale Tours, lutte contre précarité Bérémy Otto chef de service mouvement associatif Lucie, FRAPS - G3A Bruno, la Gabarre monnaie locale Greenpeace Peuples solidaires UPT Parlement de circonscription de Charles Fournier



Au départ, il n'y avait aucun lien entre paysan.nes et monde de l'aide alimentaire. Les premiers temps, nous avons juste partagé des actualités, on s'invitait à nos événements, on a organisé une projection du film La part des autres, on a créé des liens...

Expérimentation d'un Conseil local de l'alimentation

Ensuite, on a voulu expérimenter la création d'un Conseil local de l'alimentation, inspiré par une autre expérimentation en Provence, et qui s'est déroulé en 3 phases, avec un soutien des collectivités et de l'Etat. Dans cette expérimentation, ils ont voulu regrouper des habitant·es qui s'intéressent à alimentation, et voir ce qui se passe quand on leur laisse le temps de se saisir des enjeux alimentaires et qu'on leur demande d'imaginer des solutions.

- Phase 1 (Septembre – décembre 2023) : Rencontre du centre social et actions de mobilisation

Avec le centre social de Courteline à Tours, on a fait des apéros, des repas, des porteurs de parole, pour constituer un groupe de gens qui réfléchit sur ces questions.

- Phase 2 (Janvier – Septembre 2024) : Création d'un groupe et appropriation de connaissances avec de multiples méthodes d'éducation populaire



- Phase 3 : Octobre 2024 – aujourd’hui : Expérimentation de dispositifs alternatifs à l’aide alimentaire pour améliorer l’accès à une alimentation choisie à l’échelle du quartier

Depuis octobre 2024, il y a une envie de passer au concret et un peu de fatigue autour des temps de réunion, même si on essaie de les rendre sympathiques.

Il y a eu 2 voies proposées :

- **La création d’un groupement d’achats** : le groupe a décidé des produits distribués et des prix (fruits, légumes, œufs). Les personnes participent au prix et c’est complété grâce à une subvention. Il a été décidé de poursuivre avec l’argent mis en commun. Le groupement est composé d’environ 60 personnes qui viennent pour 1 ou 2 distributions par mois.



- **Le cuisiner ensemble** : des personnes souhaitent organiser un goûter pour les enfants. On a fait venir un four mobile boulanger, à plusieurs reprises, les gens ont cuisiné entre 500 et 700 cookies et chaque famille est repartie avec une semaine de goûter, le tout préparé avec des produits bio.



Vers un réseau VRAC en Touraine, comme première étape de consolidation

Nous travaillons actuellement sur la création d’une association VRAC en Touraine (Vers un réseau d’achat en commun), dédiée à l’organisation de groupements d’achat dans les quartiers prioritaires. Dans les expérimentations de caisses communes, à la base des projets, il y a toujours une association VRAC.

NOTRE RÉSEAU NATIONAL



VRAC existe aujourd’hui à travers **22 associations**, couvrant **23 territoires** : **21 en France** (Lyon, Saint-Étienne, Drôme, Montpellier, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rennes, Finistère, Hauts-de-France, Artois, Paris, Strasbourg, Avignon, Pays d’Arles, Seine Ouest, Plaine Commune, Pau-Béarn, Saint-Paul à La Réunion et Mulhouse en cours de lancement) et **2 en Belgique** (Bruxelles et Charleroi).

Le siège de VRAC France est basé à Villeurbanne (69).

Conclusion

Nous parlons de dynamiques qui prennent du temps et qui doivent être basées sur la question de se mettre en lien, paysan·nes et habitant·es, et que chacun·e ait le temps de s'approprier les choses. Il faut se méfier des solutions rapides ou de l'envie de répliquer des systèmes de caisse, parce qu'ils s'appuient toujours sur des liens forts existant depuis longtemps. Donc plusieurs années sont nécessaires pour construire du lien, des collectifs et il ne faut pas passer à côté des objectifs derrière, qui sont la conscientisation et la création d'un rapport de force. Nous avons aussi créé des liens avec le milieu étudiant et des syndicats, notamment la CGT. Expérimenter dans un territoire permet aussi de créer ces liens-là.

ECHANGES AVEC LA SALLE

Question : Je suis du réseau des AMAP CVL et les AMAP sont concernées par le sujet de la SSA. Dans les AMAP, on a toujours été dans la solidarité avec le monde paysan, les AMAP's n'ont jamais dérogé à cette règle. La SSA va avec l'installation des paysan·nes. Il faut aborder cette question. Ils restent des zones en région CVL qui n'ont pas assez de production alimentaire. Et on réfléchit à la sécurisation pour les paysan·nes, mais on ne va pas jusqu'à réfléchir à un revenu fixe, type salaire. Pourquoi ne pas aller plus en avant dans cette démarche, comme ça a été fait pour la santé ?

Réponse : Cette question correspond à des débats qui sont en cours dans le collectif national, autour de cette question de « si on crée une SSA, on n'a pas l'offre alimentaire pour fournir l'équivalent de 120 milliards d'euros de produits de qualité ». La Conf' dit : « dans le même temps, si on n'a pas de garantie de revenu, comment on installe de nouveaux paysan·nes ? ». Alors qu'est-ce qu'on fait de cette situation ? Il y a 2 pistes :

- La première, c'est de dire qu'il faut que le conventionnement soit strict, mais si l'offre alimentaire est moins importante, le reste de la cotisation peut servir à la transformation du monde agricole, donc des fermes, mais aussi le financement de moulins, d'abattoirs, etc. Pour la sécu de la santé, une partie des cotisations a été pour des hôpitaux, des médecins de ville, des outils de santé là où ils n'existaient pas.
- L'autre voie, si on part d'une production trop faible, ce serait de faire entrer des structures un peu plus éloignées, les faire entrer dans le conventionnement, pour que tout le monde puisse dépenser 150€ dès le départ et faire le pari que, progressivement, les critères vont attirer par la possibilité d'avoir un débouché et vont pouvoir se durcir. Mais d'autres rétorquent : si on conventionne par exemple des bios industriels, on n'arrivera jamais à faire bouger ensuite vers des critères ambitieux.

Le second débat, c'est la question du salaire, de l'éventuel statut de fonctionnaire paysan. C'est aussi une question posée. Il y a des expériences de régie municipale, avec des mairies qui salarient des maraîcher·ères pour garantir le revenu, pour produire la plupart du temps pour une cantine. Ça fait débat au sein de la Conf' : avoir le statut d'indépendant ou pas. Mais on constate qu'aujourd'hui, on a un faux statut indépendant, dans le sens où il y a beaucoup de dettes, de dépendances. Donc la question est ouverte : quel statut des paysan·nes au sein de la SSA ? Il pourrait aussi y avoir des paysan·nes qui ne produisent pas que des produits conventionnés. Certains défendent l'idée de coopératives avec des paysan·nes salarié·es, sur le modèle de fermes en SCOP et de régies municipales.

Question : bonjour, je suis élue EELV et je me demande, quid des chambres d'agriculture sur ce sujet ? Quelle place aussi pour les marchés et les commerçant·es non sédentaires ? Comment seront-ils associés ?

Question : Moi je travaille à l'Ecopôle alimentaire près de Vierzon. Quand je compare la SSA Touraine et celle de Montpellier, je me demande pourquoi la SSA Touraine est orientée vers des personnes en situation de précarité ? Ce qui est intéressant à Montpellier, c'est que c'est ouvert à tou-te-s, il y a beaucoup de mixité, ça contribue à baisser les tensions entre populations. Et autre question : n'y a-t-il pas de risque de lobbying de la part de certains groupes agro-alimentaires non conventionnés ?

Question : je suis élu de l'agglomération de Bourges et président du réseau Cocagne. Nous on a déjà des paniers solidaires et je me demande à quel moment on va gérer tout ça ensemble ? Est-ce qu'on va se diviser les pauvres ? Et je vois qu'on doit fournir 80 tonnes de légumes bio à la banque alimentaire en IDF et qu'on n'a pas la production pour le faire.

Réponses :

Sur les chambres d'agriculture : en Touraine, il y a peu de lien avec la chambre d'agriculture 37 sur ces sujets. Nous participons au Plan alimentaire territorial (PAT) géré par la chambre, mais l'axe sur l'accessibilité est proche du système d'aide alimentaire actuel, avec une organisation pour que les grosses structures puissent écouler leur surplus avec une déduction fiscale, sans inclure un choix démocratique sur le choix alimentaire. Donc la logique c'est toujours de partir du surplus. Et donc les bénéficiaires ne choisissent pas. Plus largement, les questions de démocratie alimentaire portées par la Conf', c'est l'idée que les paysan·nes ne sont pas les seules personnes légitimes pour gérer le système alimentaire et qu'il faut l'ouvrir aux citoyen·nes. C'est une idée qui n'est pas très portée par d'autres syndicats agricoles, notamment ceux qui maîtrisent les chambres d'agriculture. Ils ont plutôt des discours selon lesquels les agriculteur·rices sont les mieux placé·es pour gérer la question de la production, sans inclure des structures citoyennes, malgré l'ensemble des impacts sur l'eau, l'environnement, etc.

Concernant les marchés : dans les 1ères expérimentations, il y a des marchés dans les lieux de vente et des commerçants peuvent être conventionnés. A Tours, le groupe d'habitant.es avec le centre social a récupéré des invendus de marchés, il y a des réflexions là-dessus.

Sur la différence de système avec Montpellier : à Tours, il y a eu le choix que le groupe soit basé dans le centre social. Plusieurs personnes du centre participent, mais pas que, la distribution est ouverte à toutes et tous sans justificatif. Des personnes participent au Conseil local de l'alimentation (CLA) et à la distribution, sans être en situation de précarité. C'est un choix fait par le CLA : on dit oui à tout le monde, quitte à ce que la subvention soit consommée rapidement. Mais à la fin, on sera 100 et donc on sera 100 à réfléchir ensemble.

Sur le risque de lobbying : on parle d'expérimentation, mais la revendication c'est de sortir 120 milliards d'euros captés aujourd'hui largement par les industriels et l'idée serait de les gérer de manière démocratique, ce qui changera les règles, donc forcément ça se fera par des mécanismes de lutte sociale, avec une adversité totale de ces acteurs-là, à toutes les étapes. Y compris dans les caisses, où il peut y avoir de l'appropriation. C'est aussi l'histoire de la sécu de santé : 100/150 ans d'histoire et d'expérimentation, de luttes, puis le contexte particulier de l'après-guerre et une fois mise en place, des attaques constantes du privé et de l'Etat pour reprendre la main.

Sur la division des systèmes d'aide : il y a un vrai risque. L'idée de créer des alternatives qui feraient faire tache d'huile et concurrenceraient le système dominant, en fait ce n'est pas le cas. Le système de marché contraint trop. Il ne faut pas créer 2 systèmes, que la SSA soit comme une niche au sein de l'aide alimentaire. Les expérimentations ont de sens que si elles participent à créer du rapport de force. Créer du lien, s'approprier des connaissances, être en capacité pour un rapport de force plus large, faire de la politique dans la rue, les urnes, etc. Les expérimentations ne sont pas une fin en soi. Les caisses peuvent être des solutions qui vont grandir et grandir, mais on n'y croit pas tant qu'il n'y aura pas un vrai système de levée de cotisations.

Sur la production, notamment de légumes bio : c'est un grand défi à relever dans l'installation paysanne. Il y a des gens qui se déconventionnent à cause de problématiques de marché. Il est urgent de garantir des débouchés, des revenus et des conditions de travail dignes pour que les gens souhaitent s'installer. La SSA est une des réponses pour garantir des débouchés.

Intervention : je suis de la Conf' du Cher et je siège en chambre d'agriculture. En chambre d'agriculture, les citoyen.nes ne sont pas présent.es. Quand la Conf' demande à ce que les citoyen.nes aient leur mot à dire, les autres élu-es de la chambre ne sont pas d'accord.




ATELIERS

1/ Atelier : Les différentes formes d'expérimentation de la SSA

Objectif : à partir de la présentation de 3 expérimentations inspirées de la SSA, faire réagir les participant-es sur ce qu'ielles retiennent, ce qui leur paraît reproductible, et au contraire, ce qui leur paraît moins pertinent pour leur territoire.


1^{ère} expérimentation présentée : la Caisse alimentaire commune à Montpellier



APPEL À PARTICIPATION CAISSE ALIMENTAIRE COMMUNE


Faisons de l'alimentation de qualité un droit pour toutes et tous !

Qu'est ce que c'est ?




Un **budget partagé** auquel 350 habitantes et habitants de Montpellier **cotisent chaque mois en fonction de leurs moyens**

Comment ça marche ?

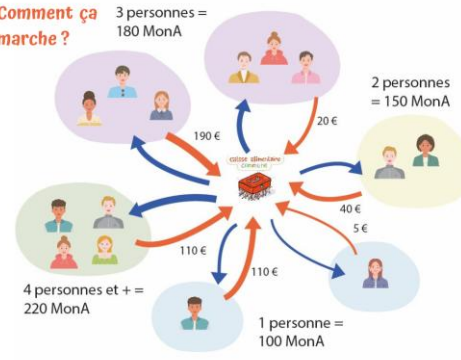


Chaque foyer reçoit **entre 100 et 220 MonA** (1 MonA = 1€) selon la taille du foyer

Comment ça marche ?




Une **cinquantaine de points de vente**, dans lesquels acheter de l'alimentation de qualité



→ cotisation libre
→ allocation

À partir d'avril 2025, 300 nouveaux foyers seront tirés au sort pour participer à l'expérimentation

Vous habitez à Grabels, aux Aubes, Beaux Arts ou Pompignan? Vous êtes prioritaires, n'hésitez pas !



2^{ème} expérimentation présentée : une épicerie solidaire à Bordeaux



600 adhérent.es
70 bénévoles



EPI C'TOUT : UNE ÉPICERIE SOLIDAIRE

Créée en 2018 à Bordeaux

La réciprocité

Une réduction de 30% en caisse, liée au nombre d'heures de bénévolat en boutique fait sur le mois écoulé.

Le frigo 0 gaspi

Un Frigo est installé à l'extérieur de notre boutique accessible en permanence (hors grandes vacances). Tout le monde peut l'alimenter avec des produits périssables et se servir selon ses besoins.

L'aide de première nécessité

Une réduction de 50% en caisse liée à des parcours de chèques fournis par le CCAS de la ville de Bordeaux après entretien avec un travailleur social.

Le panier suspendu

Un système de don anonyme, matérialisé par un panier près de la caisse, permettant aux adhérents d'acheter un produit en boutique pour qu'un prochain consommateur puisse l'ajouter à ses achats en partant.

3^{ème} expérimentation présentée : la SSA 37



LE UN PROJET DANS LE QUARTIER
COURTELINE À TOURS



Un groupement d'achats

Grâce à au soutien de la mairie, vente à des prix accessibles et justes pour les producteur.rices

3 phases

Sept-déc 2023

Phase de mobilisation

Jan-sept 2024

Phase de démocratie alimentaire

Depuis oct 2024

Phase d'expérimentation

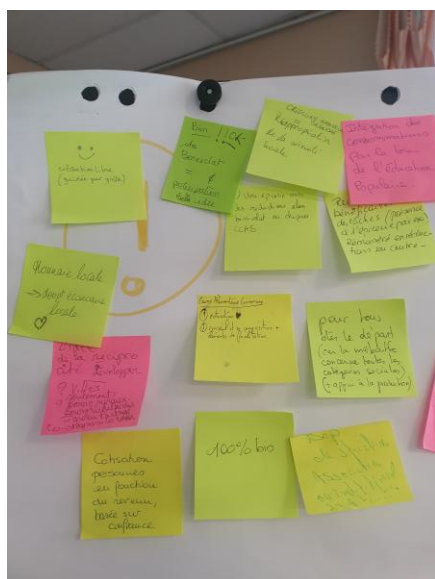


Une cuisine collective avec four à pain mobile



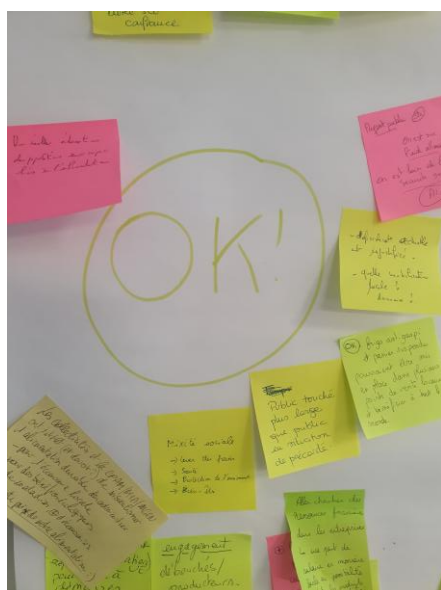
Les réactions des participant·es ont été notées sur des post-it et organisées autour de 4 catégories.

! : Ce qui m'étonne positivement, ce qui m'interpelle



Une cotation libre, guidée par une grille en fonction des revenus et basée sur la confiance
 L'idée que le bénévolat permette de gagner des euros à dépenser ou des réductions
 La possibilité de régler avec des chèques CCAS
 L'intégration des consommateur·rices par le biais de l'éducation populaire
 Une monnaie locale pour soutenir le développement de l'économie locale
 L'idée de la réciprocité
 La composition multi-acteurs de certains conseils locaux de l'alimentation
 L'universalité, l'ouverture à toutes et tous dès le départ
 Le 100% bio

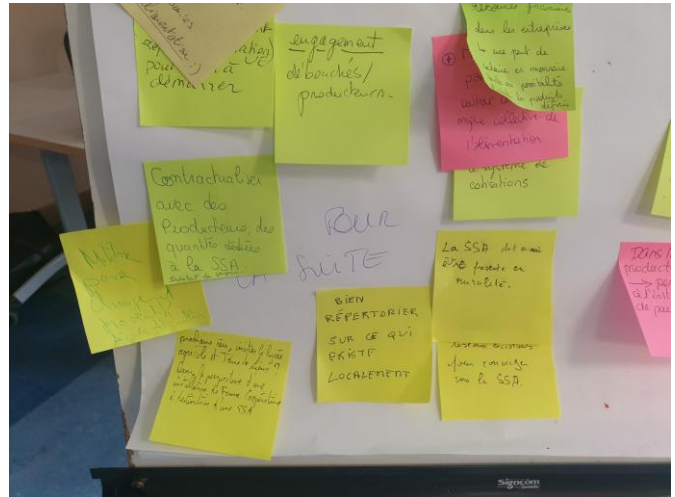
OK ! : Ce avec quoi je suis complètement d'accord et qui me semble faisable sur mon territoire



- Une réelle éducation des populations aux enjeux liés à l'alimentation
- Un frigo anti-gaspi et des paniers suspendus, qui pourraient être facilement mis en place dans plusieurs points de vente
- Un public plus large que des personnes en situation de précarité, mixité sociale
- Aller chercher des ressources financières dans les entreprises, possibilité d'avoir une part de salaire en monnaie locale et possibilité d'acheter les produits définis
- La mixité sociale
- L'engagement auprès des producteur·rices pour leur assurer des débouchés
- La recherche de financements du côté CPAM/MSA/MGEN, qui ont intérêt à financer l'alimentation durable (économie locale, bénéfiques écologiques, bénéfiques santé)

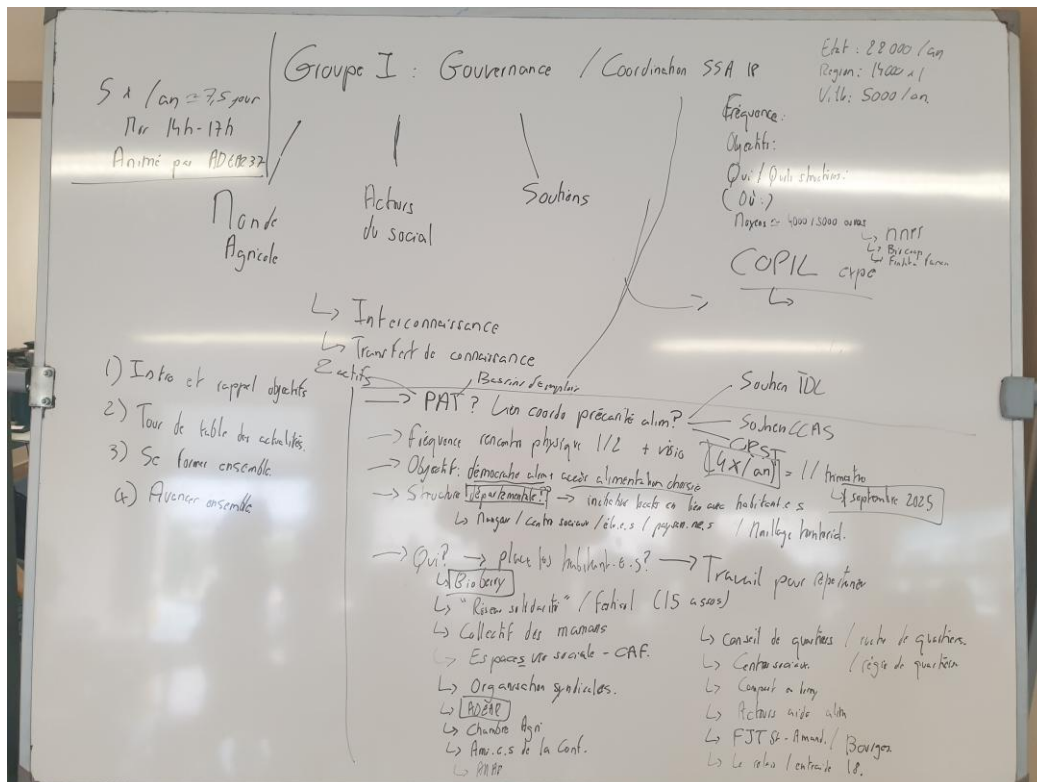
Pour la suite

- Penser à l'aide à l'installation en bio
- Inciter les villes à utiliser le droit de préemption pour permettre l'installation de paysan·nes
- Contractualiser avec des producteur·rices des quantités dédiées à la SSA
- Militer pour le changement des modalités de l'aide alimentaire
- Prochaine réunion : inviter le lycée agricole et Terre de liens ? Dans la perspective d'installer une ferme coopérative à destination de la SSA
- Bien répertorier ce qui existe localement
- La SSA doit aussi être présente en ruralité



2/ Atelier : Coordonner et organiser une expérimentation de la SSA - gouvernance

L'objectif de cet atelier était de faire discuter et réfléchir les participant·es sur une proposition concrète de gouvernance d'une expérimentation SSA sur le territoire.



La proposition se compose ainsi :

- Acteurs de la coordination : monde agricole / acteurs du social / soutiens.
- Premiers objectifs : interconnaissance et transfert de connaissances.
- Moyens nécessaires : environ 4/5000€ par an (AAP Mieux manger pour tous, Biocoop, Fondation de France).
- Fréquence possible des réunions : rencontre physique + visio 4 fois par an, chaque trimestre (la prochaine : septembre)
- Objectif : démocratie alimentaire et accès à une alimentation choisie
- Structures à associer :
 - BioBerry
 - « Réseau solidarité » / festival (15 associations)
 - Collectif des mamans
 - Espaces vie sociale – CAF
 - Organismes syndicaux
 - ADEAR
 - Chambre d'agriculture
 - Ami·es de la Conf'
 - AMAP
 - Conseils de quartier, régies de quartier
 - Centres sociaux
 - Compost en Berry
 - Acteurs de l'aide alimentaire
 - FJT Saint-Amand, Bourges
 - Le relais / entraide 18

ODJ de la première réunion :

1. Intro et rappel des objectifs
2. Tour de table des actualités
3. Se former ensemble
4. Avancer ensemble

Questions :

- Lien avec le PAT ? Lien avec la coordination précarité alimentaire ? Soutien Terre de liens / CCSA / CRST ?
- Echelle : départementale ? Initiatives en lien avec les habitant·es, centres sociaux, élu·es, paysan·nes / maillage territorial.

3/ Atelier : Communiquer et rassembler autour de la SSA

L'objectif de cet atelier était de réfléchir et commencer à planifier un plan d'action pour communiquer, sensibiliser et rassembler autour de la SSA sur le territoire.

Idées d'événements :

- Conférence, projection de film, débat
- Visite de ferme
- Grand banquet
- Petits repas réguliers
- Jeux
- Atelier citoyen d'info sur la SSA
- Cours de cuisine/atelier, pour la sensibilisation et la consommation
- Marché avec une animation spéciale
- Aller dans la rue, aller vers

! Attention à la mixité culturelle et sociale !

Publics visés :

- Ceux qui mangent
- Enfants et adolescent·es (lycée Jacques Cœur)

Partenaires :

- Elu·es
- Bioberry
- Compost'en Berry
- ADDEAR
- Estacom ?

A faire :

- Lister les actions déjà réalisées
- Réunir les personnes
- Identifier les enjeux
- Communiquer auprès des élu·es (=) échéance électorale 2026
- Organiser d'une réunion
- Créer une mailing list (qui dedans ?)
- Partager des ressources documentaires, numériques
- Trouver un lieu pour échanger, discuter, débattre
- Faire de l'interconnaissance
- Mettre en réseau les expériences
- Salarié·e quelqu'un pour travailler sur le projet SSA.

Outils/événements qui existent déjà :

- Terres du haut Berry
- Jeux la Marmotte
- Le SEL
- Défi alimentation de Bioberry
- La provision commune (Morogues)

Financements possibles :

- PAT
- Contrats locaux de santé

Questions :

- Créer une structure ? Qui on associe : société civile, associations autour du sujet, aide alimentaire, paysan·nes, élu·es, entreprises d'insertion ?

- 1 grand groupe ou différents groupes, dans différents lieux ?

Prochaine étape : nouvelle rencontre / Besoin de salariat

Raconter l'histoire => créer une revue ?

CONCLUSION

On voit qu'il y a des débats à avoir. On va partir, on va repenser à tout ça, l'idée c'est de rapidement se revoir, voir ce qu'on veut faire ensemble et à quelle échelle on veut le faire.

Il sera possible d'avoir accès aux références qui ont été données par Paul.

Merci à toutes et tous d'avoir été nombreux·ses aujourd'hui.